**L’Ecole pour l’intérêt supérieur de l’enfant**

L’école est une institution et non pas un simple service public.

L’Etat doit garantir les missions de l’école, réguler les contenus, recruter et former les personnels, fournir les moyens pour atteindre les objectifs de la scolarité gratuite et obligatoire.

Force est de constater que ce n’est pas toujours le cas et que la politique ministérielle n’est pas toujours explicite ni à la hauteur des enjeux.

Des mesures sont annoncées pour répondre à des difficultés réelles ou supposées.

* Qu’en est-il des APQ (activités physiques quotidiennes) censées apporter une réponse à la sédentarité des élèves, en particulier dans les milieux les plus démunis
* Qu’en est-il des évaluations d’écoles dont on entend parler ça et là et dont les dden sont ou seraient écartés.
* Qu’en sera-t-il du rapport du CSP (conseil supérieur des programmes) qui préconise la suppression des concours de recrutement des professeurs d’école pour les remplacer par des listes d’aptitude. Est-ce pour apporter une solution aux difficultés de recrutement des enseignants ou supprimer le statut de Professeur d’école.

Est -ce pour mettre à jour les besoins en personnel (Rased, Aesh, …), les besoins en formation ou prendre le risque de laisser croire que l’école publique ne remplit pas sa mission alors que l’école privée est parée de toutes les vertus.

Dans notre département, une dotation en postes supplémentaires aurait pu éviter des fermetures souvent conjoncturelles qui désorganisent les équipes pédagogiques.

L’école inclusive que chacun appelle de ses vœux ne se mettra en place que par une dotation massive de moyens humains (les AESH doivent être dotés d’un statut, d’une formation différenciée, d’un temps de travail qui leur permette de vivre dignement.

 **Le devenir de l’école est en jeu** : nous devons choisir entre une conception républicaine de l’égalité des citoyens par la voie de l’universalité laïque et une conception marchande issue de la concurrence économique.